



Distribution de la presse

Non à la liquidation des SAD, solidarité avec leurs 512 salariés !

La Coopérative des quotidiens et la Coopérative des magazines, actionnaires de Presstalis, principale messagerie assurant la distribution de la presse en France, ne sont pas parvenues à proposer un projet commun de reprise de l'entreprise, dont le bilan a été déposé le 21 avril 2020, en plein confinement. Seuls les quotidiens ont proposé un projet qui, sans les magazines, voue les Sociétés d'agences et diffusion (SAD), filiale de Presstalis assurant la distribution en régions, à la liquidation et leurs salariés au chômage. Si la situation n'évolue pas, si les éditeurs et l'État ne prennent pas leurs responsabilités pour sauver le système de distribution de la presse, 512 emplois seraient détruits et autant de salariés seraient jetés au chômage ! C'est inacceptable.

Les salariés ne doivent pas payer la gestion catastrophique des éditeurs-actionnaires

En réponse au démantèlement annoncé de Presstalis et aux 512 licenciements envisagés, les salariés de la distribution, avec leur syndicat, le SGLCE-CGT, ont lancé un mouvement social dur dans le secteur. Depuis lundi 11 mai au soir, la distribution de la presse est ainsi fortement perturbée sur l'ensemble du territoire. Et le mouvement n'est pas près de s'arrêter.

Ce n'est pas aux salariés de payer les erreurs de gestion et les magouilles diverses et variées (remises de plusieurs millions d'euros, etc.) de certains gros éditeurs qui ont plombé la messagerie historique de la presse française. Ce n'est pas aux 512 salariés des SAD, qui ont assuré en pleine pandémie de Covid-19 l'acheminement de la presse vers les points de vente restés ouverts en régions et ont organisé la solidarité avec certains Ehpad pour apporter gratuitement à leurs résidents des exemplaires invendus, de subir une restructuration violente et aveugle.

Le combat des salariés des SAD est un combat pour la justice sociale, mais aussi un combat pour l'ensemble de la profession. Car la presse est une industrie où tous les acteurs, tous les métiers sont fortement interdépendants ; un système de distribution fragilisé et soumis à la concurrence tous azimuts, c'est une mise en danger de l'ensemble de l'économie de la presse. Presstalis doit vivre et il doit vivre avec les SAD.

La section des correcteurs de presse et d'édition du SGLCE-CGT apporte tout son soutien aux salariés des SAD en lutte. Elle répondra présent à la solidarité militante et financière à la hauteur de ce que ce juste combat exige. Elle appelle d'ores et déjà ses mandants à participer aux initiatives qui seront organisées en soutien et à verser des dons pour soutenir leur grève.

Paris, le 14 mai 2020